Séance du mercredi 6 mars 2024**Nombre de conseillers:**

En exercice: 18

Présents: 14

Votants: 17

L'an deux mille vingt-quatre et le six mars à vingt heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance ordinaire, à la mairie du Rouget, sous la présidence de Monsieur COMBELLE Gilles, Maire.

Date de convocation:

15 décembre 2023

Présents: Gilles COMBELLE, Christelle BEX, Jacqueline CABANNES, Lucie CANET, Frederic CHARREIRE, Jean-Pierre FOUR, Bernard GEORGES, Cécile HOCHART, Laetitia LAGAT, Jean-Louis LAPEYRE, Rene LAPEYRE, Laetitia LEYBROS, Michel MAZET, Jean MONBOISSE, Valerie QUENTIN, Michel VEYRINES.

Représentés: Didier GOUZOU-THEODORE par Gilles COMBELLE, Stéphanie VIGIER par CECILE HOCHART.

Secrétaire de séance: CECILE HOCHART.

Ordre du jour :

1. Réhabilitation de la Mairie : avenants aux marchés de travaux;
2. Bâtiment industriel : demande de subvention au titre de la DETR 2024;
3. Eclairage public, Guizalmon : fonds de concours;
4. Eclairage public, route de Roumégoux : fonds de concours;
5. Dalle béton pour abri voyageur, rue de Mazarguil : demande de subvention à la Région AURA;
6. Travaux d'entretien, de grosses réparations et de modernisation des voiries communales, communautaires et des dépendances : constitution d'un groupement de commandes;
7. Convention relative à la répartition des charges de fonctionnement de la médiathèque communale et de la salle multi-activités de la Communauté de Communes;
8. Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Commune du Rouget-Pers et le Syndicat mixte du Célé – Lot médian en vue de la vidange et du diagnostic de la digue du plan d'eau du Teil;
9. Etude diagnostique, assainissement de Pers : choix du bureau d'études;
10. Convention d'utilisation des locaux du centre de vacances;
11. Contrats d'assurance des risques statutaires : consultation par le CDG;
12. Modification des statuts du syndicat des eaux de la Fontbelle;
13. Création d'emploi de titulaires;
14. Convention mise à disposition d'un Agent communal;
15. Création d'emploi de non titulaires;
16. Fonds de Solidarité pour le Logement : appel à contribution du Département au titre de l'année 2024;
17. Exonération loyer commercial.

Délibérations du conseil :**Réhabilitation de la Mairie : avenants aux marchés de travaux (N° DE_2024_001)**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les travaux de réhabilitation du bâtiment « Mairie-Poste » sont en cours et qu'au fur et à mesure de leurs avancements, il apparaît que certaines modifications ou ajustements doivent être réalisés.

Monsieur le Maire présente les avenants suivants correspondants à ces évolutions du chantier :

1/- Avenant n°5 au marché lot n°2 : démolition/gros oeuvre/ aménagements ext. (SOULIER)

Objet : moins-value destruction du balcon, suppression de la destruction de la mezzanine, suppression des apports de maçonnerie en pierres et dalle sur seuil.

- Montant initial du marché : 429 819,42 € HT
- Montant de l'avenant n°1 : + 7 997,65 € HT
- Montant de l'avenant n°2 : + 4 125,80 € HT
- Montant de l'avenant n°3 : + 1 730,74 € HT
- Montant de l'avenant n°4 : + 2 037,24 € HT
- Montant de l'avenant n°5 : - 2 979,71 € HT
- Nouveau montant du marché : 442 731,14 € HT

2/- Avenant n°3 au marché lot n°12 : CVC (LAVERGNE)

Objet : dégazage cuve combustible

- Montant initial du marché : 340 000,00 € HT
- Montant de l'avenant n°1 : - 1 900,78 € HT
- Montant de l'avenant n°2 : + 2 211,24 € HT
- Montant de l'avenant n°3 : + 3 280,45 € HT
- Résiliation du marché et solde: 343 590,91 € HT

3/- Avenant n°2 au marché lot n°07: Menuiseries intérieures (CARRIER)

Objet: modification du mobilier (meubles de toilettes, bureau du Maire, table de détente)

- Montant initial du marché : 221 492,56 € HT
- Montant de l'avenant n°1: -8 210,62 € HT
- Montant de l'avenant n°2 : - 5118,10 € HT
- Nouveau montant du marché : 208 163,84 € HT

Considérant que ces travaux supplémentaires sont nécessaires à la bonne exécution du chantier,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les avenants tels que présentés ci-dessus ;
- **autorise** Monsieur le Maire à signer ces avenants et à les notifier au titulaire du marché ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Bâtiment industriel : demande de subvention au titre de la DETR 2024 (N° DE 2024 002)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune est propriétaire de la parcelle AI n°123 située sur la zone d'activité d'Estermes au Rouget (lot n°2).

Suite à plusieurs sollicitations, la création d'un bâtiment ayant vocation à accueillir deux cellules d'activités apparaît nécessaire. L'une pour accueillir les futurs services techniques du SIVU de la Fontbelle dont le périmètre va s'étendre en raison du transfert des compétences "eau et assainissement"; l'autre pour accueillir l'atelier des six personnes du chantier d'insertion porté par l'association DISPO SERVICES, actuellement hébergé dans des locaux communaux prochainement désaffectés.

Lors du conseil municipal du 20 novembre dernier, Monsieur le Maire a donc proposé d'engager ces travaux en 2024 pour une dépense prévisionnelle évaluée à 540 500,00 € HT.

Des modifications ont été apportées au projet et l'enveloppe prévisionnelle s'élèverait plutôt à 817 075,00€ HT.

Monsieur le Maire propose de solliciter une subvention au titre de la DETR 2024, et il présente le nouveau plan de financement prévisionnel comme suit :

Dépenses HT		Recettes HT		
Travaux	710 500,00 €	Etat (DETR 2024)	326 830,00 €	40%
Etudes contrôles (BC, SPS, ...)	35 525,00 €	Autofinancement commune	490 245,00 €	60%
Maîtrise d'oeuvre	71 050,00 €			
Total	817 075,00 €	Total	817 075,00 €	100%

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** le projet de travaux et le nouveau plan de financement prévisionnel tels que présentés ;
- **sollicite** l'Etat pour l'obtention d'une subvention à hauteur de 326 830,00 € au titre de la DETR 2024 ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Plaine de sports : demande de subvention au titre du fonds vert (N° DE 2024 003)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune possède un complexe sportif comprenant un court de tennis, un terrain de foot, un city stade ainsi qu'une piscine et un terrain de pétanque. Afin de compléter et de diversifier l'offre sportive sur la commune, un projet de création d'un terrain de PADEL ainsi qu'une aire de fitness en extérieur est actuellement en cours.

Afin de renforcer l'attractivité de la plaine des sports et de la rendre plus accessible, Monsieur le Maire explique qu'un réaménagement du site est nécessaire. En effet, il s'agit d'une pièce importante du plan-guide, articulant les équipements du centre-bourg (écoles, médiathèque, maison de santé, salle polyvalente) avec les espaces de nature du plan d'eau.

Ce projet s'inscrit dans la continuité des aménagements déjà effectués sur cet espace : aménagement des terrains de pétanque (2018), aménagement de jardins partagés (2021), aménagement de la rue Mazarguil (chantier en cours).

Monsieur le Maire propose donc d'engager ces travaux en 2024 pour une dépense prévisionnelle évaluée à 355 000,00 € HT.

Monsieur le Maire propose de solliciter une subvention au titre du fonds vert, et il présente le plan de financement prévisionnel comme suit :

Dépenses HT		Recettes HT		
Travaux	335 000,00 €	Fonds vert	142 000,00 €	40%
Honoraires de maîtrise d'oeuvre	20 000,00 €	Autofinancement commune	213 000,00 €	60%
Total	355 000,00 €	Total	355 000,00 €	100%

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** le projet de travaux et le plan de financement prévisionnel tels que présentés ;
- **sollicite** l'Etat pour l'obtention d'une subvention à hauteur de 142 000,00 € au titre du fonds vert ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Eclairage public suite à l'aménagement BT du poste de Guizalmon: fonds de concours (N° DE 2024 004)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que les travaux visés en objet peuvent être réalisés par le Syndicat Départemental d'Energies du Cantal. Le montant total de l'opération s'élève à 10 750,11 € HT.

En application de la délibération du comité syndical en date du 7 décembre 2009, ces travaux ne seront entrepris qu'après acceptation par la commune d'un versement d'un fonds de concours de 50 % du montant HT de l'opération, soit :

- 1 versement au décompte des travaux.

Ce fonds de concours entrera dans le calcul de l'assiette de la contribution de la commune en application des règles du Syndicat.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les dispositions techniques et financières du projet ;
- **autorise** Monsieur le Maire à verser le fonds de concours ;
- **décide** de procéder aux inscriptions budgétaires nécessaires à la réalisation de ces travaux ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Eclairage public, suite aménagement BT route de Roumégoux: fonds de concours (N° DE 2024 005)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que les travaux visés en objet peuvent être réalisés par le Syndicat Départemental d'Energies du Cantal. Le montant total de l'opération s'élève à 20 600,00 € HT.

En application de la délibération du comité syndical en date du 7 décembre 2009, ces travaux ne seront entrepris qu'après acceptation par la commune d'un versement d'un fonds de concours de 50 % du montant HT de l'opération, soit :

- 1 versement de 5 150,00€ à la commande des travaux,
- 2^{ème} versement au décompte des travaux.

Ce fonds de concours entrera dans le calcul de l'assiette de la contribution de la commune en application des règles du Syndicat.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les dispositions techniques et financières du projet ;
- **autorise** Monsieur le Maire à verser le fonds de concours ;
- **décide** de procéder aux inscriptions budgétaires nécessaires à la réalisation de ces travaux ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Enfouissement du réseau téléphonique, route de Roumégoux: fonds de concours (N° DE 2024 006)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que les visés en objet peuvent être réalisés par le Syndicat Départemental d'Energies du Cantal. Le montant total de l'opération s'élève à 3 240,00 € HT.

En application de la délibération du comité syndical en date du 3 décembre 2020, avec effet au 1^{er} janvier 2021, ces travaux ne seront entrepris qu'après acceptation par la commune d'un versement d'un fonds de concours de 50 % du montant HT de l'opération, soit :

- 1 versement au décompte des travaux.

Ce fonds de concours entrera dans le calcul de l'assiette de la contribution de la commune en application des règles du Syndicat.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les dispositions techniques et financières du projet ;
- **autorise** Monsieur le Maire à verser le fonds de concours ;
- **décide** de procéder aux inscriptions budgétaires nécessaires à la réalisation de ces travaux ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Dalle béton pour abri voyageur, rue de Mazarguil: demande de subvention à la Région AURA (N° DE 2024 007)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que dans le cadre de l'opération d'aménagement de la rue de Mazarguil, il est prévu de réaliser la mise en conformité du quai de bus existant afin d'améliorer l'accessibilité à l'abri voyageur.

Monsieur le Maire propose donc d'engager ces travaux en 2024, pour une dépense prévisionnelle évaluée à 33 300,00 € HT.

Monsieur le Maire propose de solliciter une subvention au titre du dispositif "être doté d'abri(s) voyageur et financer la réalisation de dalle(s) béton" mis en place par la Région Auvergne Rhône-Alpes. Puis, il présente le plan de financement prévisionnel comme suit :

Dépenses en € HT		Recettes en € HT		
Travaux	33 300,00 €	Subvention Région AURA	16 650,00 €	50%
		Autofinancement	16 650,00 €	50%
TOTAL	33 300,00€	TOTAL	33 300,00€	

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** le projet de travaux et le plan de financement prévisionnel tels que présentés ;
- **sollicite** la Région Auvergne Rhône-Alpes pour l'obtention d'une subvention à hauteur de 16 650,00 € au titre du dispositif "être doté d'abri(s) voyageur et financer la réalisation de dalle(s) béton";
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Travaux d'entretien, de grosses réparations et de modernisation des voiries communales, communautaires et des dépendances : constitution d'un groupement de commandes (N° DE 2024 008)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'il conviendrait d'harmoniser le service lié aux travaux d'entretien, de grosses

réparations et de modernisation des voiries communales, communautaires et des dépendances (parking, aire de co-voiturage...), via la constitution d'un groupement de commandes entre la communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne et ses communes membres volontaires.

Ce groupement de commandes présente plusieurs intérêts notamment celui de la mutualisation permettant des économies d'échelle qui profitent à l'ensemble des membres.

Afin de concrétiser cette démarche, une convention doit être établie entre la communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne et les communes désirant participer à ce groupement de commande, et dont les modalités de gestion sont les suivantes :

- le besoin de chaque commune sera précisé ;
- les rôles des différents membres seront déterminés ;
- les dispositions financières seront définies ;
- un coordonnateur sera désigné ;
- tous les membres associés devront signer cette convention ;
- le coordonnateur organisera l'ensemble des procédures de sélection des entreprises et d'attribution des marchés ainsi que de la signature et de la notification du ou des marchés ;
- chaque membre du groupement exécutera son marché respectif à hauteur de ses besoins.

Aussi, en application des articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique relatifs aux groupements de commandes institués pour la gestion de la mutualisation des marchés publics,

Considérant l'intérêt économique et technique à conclure ce type de marché afin de réaliser des économies d'échelle et de moyens,

Considérant la délibération de la communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne en date du 19 Octobre 2023 approuvant la constitution d'un groupement de commande pour une période d'un an reconductible 2 fois ,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les propositions de Monsieur le Maire en vue de la constitution d'un groupement de commandes relatif aux travaux d'entretien, de grosses réparations et de modernisation des voiries communales, communautaires et des dépendances ;
- **autorise** Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commande et à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la commune Le Rouget-Pers et le syndicat mixte du Célé-Lot médian en vue de la vidange et du diagnostic de la digue du plan d'eau du Teil (N° DE 2024 009)

Monsieur le Maire présente à l'assemblée les éléments relatifs au fonctionnement du plan d'eau du Teil (situé à la confluence entre les ruisseaux du Moulègre et de la Pendarie; débit aval : 110l/s) ainsi que ses principales caractéristiques (4,5 Ha de superficie, jusqu'à 4,5m de profondeur et un volume d'environ 87 000m³).

Monsieur le Maire rappelle ensuite les problématiques associées en matière de continuité écologique (compétence GEMAPI transférée à la Communauté de communes) et en matière de sécurité publique (compétence communale).

Monsieur le Maire indique que des propositions d'amélioration sont visées par le marché d'études et de maîtrise d'œuvre de travaux sur le plan d'eau lancé le 15 mars 2023 sous la maîtrise d'ouvrage du syndicat mixte du bassin Célé-Lot médian.

Dans le cadre de l'étude en cours, le diagnostic a été pour partie réalisé sur la digue mais une vidange totale du plan d'eau s'avère nécessaire afin de poursuivre les investigations.

En effet, la vanne de vidange est non fonctionnelle et la digue du plan d'eau présente un état médiocre avec des suintements significatifs en pied de digue, un développement d'arbres ainsi qu'une présence d'eau permanente dans les regards des drains.

Afin de palier à ces problématiques, le Syndicat propose d'accompagner la commune pour le remplacement des organes de vidange et pour prendre les précautions nécessaires vis-à-vis de la digue à savoir:

- l'installation de plots topographiques pour surveiller l'évolution de la digue;
- le suivi régulier de la digue jusqu'à la vidange;
- les investigations géotechniques plus poussées sur la digue pour établir sa stabilité.

Monsieur le Maire expose à l'assemblée le fait que le remplacement des organes de vidange consiste notamment à commander une nouvelle vanne de vidange et à mandater une entreprise pour poser cette vanne.

Monsieur donne lecture de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour bénéficier de l'accompagnement du Syndicat et précise que la commune prendra en charge l'autofinancement comme indiqué dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous :

Désignation	Montant TTC	Agence de l'Eau Adour Garonne		Région Auvergne Rhône Alpes AMI Adaption change ment		LIFE Eau et Climat		Auto financement Mairie Rouget	
		Taux	Montant TTC	Taux	Montant TTC	Taux	Montant TTC	Taux	Montant TTC
ARTELIA (AMO géotechnie - digue)									
Visite post vidange	3 480 €	50%	1 740 €	25%	870 €			25%	870 €
Assistance marché géotechnique	2 160 €	50%	1 080 €	25%	540 €			25%	540 €
TOTAL	5 640 €	50%	2 820 €	25%	1 410 €			25%	1 410 €
Vidange									
Plongeur (casser la vanne)	9 228 €			25%	2 307 €	50%	4 614 €	25%	2 307 €
Vanne de vidange + pose	10 128 €			25%	2 532 €	50%	5 064 €	25%	2 532 €
Imprévis (10%)	1 986 €			25%	484 €	50%	968 €	25%	484 €
TOTAL	21 292 €			25%	5 323 €	50%	10 646 €	25%	5 323 €
Etudes annexes - digue									
Sondages géotechniques	20 000 €			25%	5 000 €	50%	10 000 €	25%	5 000 €
Plots topographiques	5 000 €			25%	1 250 €	50%	2 500 €	25%	1 250 €
Imprévis (10%)	2 500 €			25%	625 €	50%	1 250 €	25%	625 €
TOTAL	27 500 €			25%	6 875 €	50%	13 750 €	25%	6 875 €
Délégation maîtrise d'ouvrage									
Délégation maîtrise d'ouvrage	1 200 €			25%	300 €	50%	600 €	25%	300 €
TOTAL	1 200 €			25%	300 €	50%	600 €	25%	300 €
TOTAL	55 632 €	5,1%	2 820 €	25,0%	13 908 €	44,9%	24 996 €	25,0%	13 908 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les termes de la convention tels que présentés et le plan prévisionnel de financement ;
- **autorise** Monsieur le Maire à signer ladite convention ;
- **décide** de procéder aux inscriptions budgétaires nécessaires à la réalisation de ces travaux ;
- **autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

Etude diagnostique assainissement de Pers (N° DE 2024 010)

Monsieur le Maire rappelle que conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif, un diagnostic des systèmes d'assainissement collectifs doit être réalisé tous les 10 ans.

Monsieur le Maire rappelle que la commune du Rouget-Pers a souhaité engager une étude diagnostique par délibération du 20 novembre 2023

Le diagnostic a pour but de mettre en évidence les dysfonctionnements du système, les impacts des rejets sur le milieu naturel, et d'élaborer un programme de travaux pluriannuel chiffré (notamment en ce qui concerne la réhabilitation des réseaux de collecte). Seuls les travaux qui seront inscrits dans ce programme de travaux seront éligibles aux subventions de l'Agence de l'Eau Adour Garonne.

Pour mettre en œuvre et piloter cette étude diagnostique, la commune a lancé une consultation (du 12 janvier au 9 février 2024) de maîtrise d'œuvre spécialisée dans le domaine de l'assainissement sur la base d'un cahier des charges élaboré par l'Agence Technique Départementale « Cantal Ingénierie & Territoires (CIT) ».

Monsieur le Maire, en qualité de maître d'ouvrage, indique que 1 offre a été reçue :

- entreprise ACDEAU pour un montant de 47 103,00 €HT.

Celle-ci a fait l'objet d'une analyse technique et administrative selon les critères mentionnés dans le règlement de consultation. Il ressort que l'offre de l'entreprise « ACDEAU » répond aux différents critères.

Monsieur le Maire invite les membres de l'assemblée à prendre connaissance des conclusions du rapport d'analyse des offres et à délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **décide** de retenir l'offre et de confier le marché au bureau d'études «ACDEAU» pour un montant prévisionnel de 47 103,00 € HT ;
- **dit** que les crédits nécessaires à la contribution communale seront inscrits au budget annexe de l'assainissement;
- **autorise** Monsieur le Maire à demander des subventions pour financer ces opérations ;
- **autorise** Monsieur le Maire de signer tous les documents et à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

Contrats d'Assurance des Risques Statutaires : consultation par le CDG (N° DE 2024 011)

Monsieur le Maire expose :

- l'opportunité pour la collectivité de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant une partie des frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;
- l'opportunité de confier au Centre de Gestion du Cantal le soin d'organiser une procédure de mise en concurrence ;
- que le Centre de Gestion peut, dans le cadre de ses missions à caractère facultatif, souscrire un tel contrat pour son compte, si les conditions obtenues donnent satisfaction à la collectivité.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents **décide** de charger le Centre de Gestion du Cantal de lancer une procédure de marché public, en vue, le cas échéant, de souscrire pour son compte des conventions d'assurances auprès d'une entreprise d'assurance agréée, cette démarche peut être entreprise par plusieurs collectivités locales intéressées.

Ces conventions devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

- agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. : décès, accident / maladie imputable au service, maladie ordinaire, longue maladie / maladie de longue durée, maternité / paternité / adoption, temps partiel thérapeutique, disponibilité d'office, invalidité ;
- agents IRCANTEC : accident du travail / maladie professionnelle, maladie ordinaire, maladie grave, maternité / paternité / adoption, temps partiel pour motif thérapeutique.

Elles devront prendre effet au 1^{er} janvier 2025, pour une durée de 4 ans, et être gérées sous le régime de la capitalisation.

La décision éventuelle d'adhérer aux conventions proposées fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Modification des statuts du syndicat des eaux de la Fontbelle (N° DE 2024 012)

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que suite au changement d'adresse du siège du syndicat des eaux de la Fontbelle, il est nécessaire d'approuver la modification des statuts du SIVU modifiant l'adresse comme suit:

SYNDICAT DES EAUX DE LA FONTBELLE
1 PLACE DE LA MAIRIE
LE ROUGET
15 290 LE ROUGET-PERS

Considérant que la mesure de modifications statutaires est subordonnée à l'accord des structures membres,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents **approuve** la modification des statuts du syndicat des eaux de la Fontbelle.

Création d'un emploi de titulaire (N° DE 2024 013)

Monsieur le Maire explique à l'assemblée qu'il est nécessaire de créer un poste d'agent administratif à hauteur de 17h30 hebdomadaires suite à la réorganisation des services de la commune. Par ailleurs, le SIVU de la Fontbelle a également

besoin de créer un poste d'agent administratif à hauteur de 17h30 hebdomadaires.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de recruter un Agent à hauteur de 35 hebdomadaires et de le mettre à disposition du SIVU de la Fontbelle à hauteur de 17h30 hebdomadaires.

Monsieur le Maire rappelle que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité conformément au code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose la création d'un emploi permanent de catégorie C, Adjoint administratif de 2ème classe à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires.

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 6 avril 2024,

Filière : Administrative

Cadre d'emploi des adjoints administratif (catégorie C)

Grade : Adjoint administratif de 2ème classe :

- ancien effectif: 1

- nouvel effectif: 2

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **décide** de créer le poste tel que présenté;
- **décide** d'adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée;
- **décide** d'inscrire au budget principal les crédits correspondants;
- **d'autoriser** Monsieur le Maire à à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Création d'un emploi permanent à temps complet (N° DE 2024 014)

Monsieur le Maire informe l'assemblée que conformément que, conformément à l'article L 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Monsieur le Maire propose donc à l'assemblée la création, à compter du 1^{er} juillet 2024, d'un emploi permanent à temps complet pour assurer la mission de direction des services de la commune du Rouget-Pers. Cet emploi doit être pourvu par un fonctionnaire de catégorie B de la filière technique, au grade de technicien territorial principal de 2^{ème} classe (cadre d'emploi des techniciens territoriaux).

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un agent non titulaire dont les fonctions relèveront de la catégorie A ou B dans les conditions fixées à l'article L 332-8 et suivants du code général de la fonction publique. Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année. Les contrats relevant des articles 332-8-2 sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée. Le traitement sera calculé au maximum sur l'indice brut terminal de la grille indiciaire des attachés.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- approuve la proposition de Monsieur le Maire ;
- décide de modifier le tableau des emplois en conséquence ;
- dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget ;
- autorise Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fonds de Solidarité pour le Logement: appel à contribution du Département au titre de l'année 2024 (N° DE 2024 015)

Monsieur le Maire donne lecture du courrier de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil Départemental du Cantal relatif à l'appel à contribution pour le Fonds Solidarité Logement (FSL) au titre de l'année 2024.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **décide** de contribuer à hauteur de trois cents euros (300,00€) pour le Fonds Solidarité Logement (FSL),
- **dit** que les crédits nécessaires à la contribution communale seront inscrits au budget ;
- **autorise** Monsieur le Maire de signer tous les documents et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Exonération loyer commercial: SARL Le Rouget Auto (N° DE 2024 016)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à la délibération n°10/01.12.2022, un bail commercial a été signé avec la SARL Le Rouget Auto domiciliée 4 route de Roumégoux 15290 LE ROUGET-PERS, en date du 29 mars 2023.

Ce bail commercial d'une durée de 9 ans précise que les locaux appartenant à la commune sont destinés à l'exploitation d'un fonds de commerce pour l'exercice de garagiste automobile et toutes activités pouvant s'y rattacher. Le montant du loyer mensuel a été fixé à 850,00€ HT (1020,00€ TTC) payable mensuellement et d'avance le 1^{er} de chaque mois.

Il est également précisé que le loyer est révisable et exigible à compter du 1^{er} janvier 2023.

Puis Monsieur le Maire donne lecture à l'assemblée du courrier adressé en mairie le 13 octobre 2023 par M. Eric CANIS, gérant de la société SARL Le Rouget Auto.

Dans ce courrier, M. CANIS explique que la desserte du bâtiment par la fibre optique n'a pu être effective qu'à partir du 13 juillet 2023. La ligne téléphonique a quant à elle été mise en service le 11 septembre 2023.

Entre le 1^{er} janvier et le 13 juillet 2023, l'activité économique a été impactée par ces désagréments techniques.

De ce fait, Monsieur Canis demande à la mairie de bien vouloir réaliser un abandon partiel des loyers dus jusqu'au mois de Juillet 2023.

Il est proposé d'exonérer les loyers pour un montant de 6 120,00 € TTC, correspondant à 6 mois de loyers de janvier à juin 2023.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **valide** l'exonération à la SARL Le Rouget Auto proposée pour les loyers d'un montant de 6 120,00 € TTC;
- **autorise** Monsieur le Maire à signer tout acte ou document induit de ce dispositif d'exonération des loyers et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Partenariat : exposition galerie d'architecture, Atelier du Rouget Simon Teyssou & associés (N° DE 2024 017)

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la galerie d'Architecture de Paris organise une exposition: " l'Atelier du Rouget Simon Teyssou & associés - Des territoires possibles" du 12 mars au 10 avril 2024.

Depuis plusieurs années l'Atelier du Rouget s'implique pleinement dans l'aménagement du territoire Cantalien, en particulier celui de la commune du Rouget-Pers.

A l'occasion de cette exposition, une maquette de la commune du Rouget-Pers sera réalisée afin de représenter le plan guide en trois dimensions. Elle illustrera les spécificités géographiques et urbaines du village, les projets réalisés, en cours et à venir.

Cette maquette, au-delà de l'exposition, est un véritable outil de planification. Elle pourrait continuer à être mise à jour régulièrement au fil des années afin de permettre à l'équipe municipale de visualiser les travaux et investissements à venir.

En ce sens, l'Atelier du Rouget Simon Teyssou & associés propose de réaliser un partenariat avec la galerie au travers d'une participation financière de la commune.

Après débat, il est proposé une participation financière à hauteur de 4 000,00 € TTC.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** le partenariat proposé avec une participation financière de la commune de 4 000,00€ TTC;
- **approuve** les termes de la convention telle que présentée ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Attribution d'une subvention à l'amicale des parents des élèves de l'école du Rouget-Pers: voyage scolaire (N° DE 2024 018)

Monsieur le Maire donne lecture à l'assemblée du courrier de Madame la Directrice de l'école élémentaire du Rouget-

Pers relatif au voyage scolaire annuel.

Les élèves des classes de CE2-CM1 et CM1-CM2 partiront en classe découverte à Paris. Afin d'éviter une charge trop importante pour les familles concernées, l'association des parents d'élèves de l'école du Rouget-Pers finance en partie ce voyage.

La mairie est sollicitée pour participer au financement du séjour pour les trente-six enfants résidant sur la commune et scolarisés à l'école du Rouget-Pers. Chaque municipalité concernée a été sollicitée du même montant par enfant, soit un tiers du coût total du voyage. Cette somme s'élève à 220 euros par élève soit un montant total de 7 920,00 euros pour la commune du Rouget-Pers.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **décide** contribuer à hauteur de sept mille neuf cent vingt euros (7 920,00€) pour le voyage scolaire ;
- **dit** que les crédits nécessaires à la contribution communale seront inscrits au budget ;
- **précise** que la somme sera versée à l'Amicale des parents d'élèves de l'école du Rouget ;
- **autorise** Monsieur le Maire de signer tous les documents et à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

Convention de mise à disposition d'un Agent (N° DE 2024 019)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Considérant :

- que l'absence de moyens administratifs du syndicat des eaux de la Fontbelle ne permet pas la prise en charge des tâches administratives à effectuer,
- la possibilité de recourir ponctuellement à un agent de la commune de Le Rouget-Pers,

Le Maire propose à son assemblée de l'autoriser à signer avec le syndicat des eaux de la Fontbelle, une convention de mise à disposition pour un adjoint administratif territorial de la commune de Le Rouget-Pers auprès du syndicat des eaux de la Fontbelle à hauteur de 17h30 hebdomadaires, une convention précisant, conformément à l'article 4 du décret susvisé : « les conditions de mise à disposition, des fonctionnaires intéressés et notamment, la nature et le niveau hiérarchique des fonctions qui leur sont confiées, leurs conditions d'emploi et les modalités de contrôle et d'évaluation de leurs activités ».

Le projet de convention sera soumis à l'avis préalable de la Commission Administrative Paritaire, par la commune de Le Rouget-Pers.

L'accord écrit de l'agent mis à disposition y sera annexé.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents:

- **charge** le Maire de signer pour l'agent concerné, la convention de mise à disposition de personnel avec le syndicat des eaux de la Fontbelle;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Convention relative à la répartition des charge des de fonctionnement de la médiathèque communale et de la salle multi-activités communautaire (N° DE 2024 020)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne et la commune du Rouget-Pers ont construit ensemble un bâtiment multi-activités.

Ce bâtiment multi-activités regroupe différentes parties :

- d'une part, les espaces communautaires, réalisés par la communauté de communes comprenant, des salles d'activités pour les associations du territoire mais également pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) ;
- d'autre part, l'espace communal, réalisé par la commune comprenant une médiathèque ;

- enfin, les espaces partagés, réalisés conjointement par la communauté de communes et la commune comprennent l'accueil, les circulations les sanitaires et les locaux techniques.

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il convient de définir les modalités de répartitions et de refacturation des charges récurrentes liées à l'utilisation du bâtiment.

La répartition des coûts des travaux avait été établie sur la base du prorata des m² occupés par la Communauté de communes et la commune. Il est proposé de conserver cette répartition pour les charges de fonctionnement, à savoir :

- 62,50 % du montant des factures sera réglé par la Communauté de communes ;
- 37,50 % du montant des factures sera réglé par la Commune.

Les charges de fonctionnement seront constatées annuellement à la clôture de l'exercice budgétaire feront l'objet d'une refacturation par la Communauté de communes à la commune.

Monsieur le Maire présente la convention, à passer entre la communauté de communes et la commune, qui régira les différents points présentés ci-dessus.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les termes de la convention tels que présentés ;
- **autorise** Monsieur le Maire à signer ladite convention ;
- **autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

Création d'emploi de non titulaire (N° DE 2024 021)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément au code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité pour le bon fonctionnement des services techniques d'assurer un renfort suite au départ d'un agent, Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de créer, un emploi d'adjoint technique contractuel à temps complet.

La rémunération est fixée sur la base de l'indice brut 371.

Le tableau des emplois des non titulaires est ainsi modifié à compter du 1^{er} avril 2024 :

- Emploi adjoint technique contractuel
- Ancien effectif : 0
- Nouvel effectif : 1

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **décide** de créer l'emploi tel que présenté ;
- **adopte** la modification du tableau des emplois ainsi proposée ;
- **décide** d'inscrire au budget les crédits nécessaires aux rémunérations et aux charges de l'agent nommé ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Convention d'utilisation des locaux du centre de vacances : point ajourné.

GILLES COMBELLE
Président de séance

CECILE HOCHART
Secrétaire de séance